

## ARRETE DE VOIRIE

Le Maire d'Arradon,  
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2211-1, L.2212-1, L.2212-2-1°, L.2213-1 à L.2213-6,  
Vu le Code de la route et notamment ses articles L.411-1 et suivants et R.411-1 et suivants,  
Considérant la nécessité, pour des raisons de sécurité, de réglementer la circulation des véhicules sur certaines voies ouvertes à la circulation,

### ARRETE

**Article 1** : La circulation est réglementée de la manière suivante :

Lieu : Impasse du Hauban, impasse du Cabestan, rue de la Touline

Réglementation : Chaussée rétrécie – Alternat par panneaux ou feux

Événement : Travaux sur réseau d'eaux usées

Demandeur : TPC Ouest – ZA le Poteau – 56892 Saint Avé

Durée de l'événement : Du 17 au 27 novembre 2023

**Article 2** : Cet arrêté prend effet à dater de l'accomplissement des formalités de publicité, notamment la mise en place de la signalisation appropriée par le demandeur, sous le contrôle des services techniques municipaux.

**Article 3** : L'entreprise est responsable de la mise en place de la signalisation, de sa conformité aux règles prévues par le code de la route et de son maintien jusqu'à la fin des travaux. En matière de stationnement, la signalisation sera apposée au moins 24 heures avant le début de l'installation du chantier.

**Article 4** : Le commandant de la brigade de gendarmerie de Vannes, la police municipale, les services concernés, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de cet arrêté. Une copie en est adressée au :

- Commandant de gendarmerie de la brigade de Vannes
- Centre de secours principal
- Service administratif pour affichage et insertion dans le recueil des actes administratifs
- Service de police municipale
- Service technique municipal
- Demandeur

A Arradon, le 9 novembre 2023

**Le Maire,**  
**Pascal BARRET**



Pour le Maire empêché,  
L'Adjointe,  
**LUCILE BOICHOT**

Le Maire :  
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  
- informe que cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

